ENGAGEMENT POLITIQUE PARTISAN DES AUTORITES TRADITIONNELLES A L'OUEST-CAMEROUN. ENTRE CRISE DE L'ALTERITE, RAPPORTS CONFLICTUELS ET EMERGENCE D'INEGALITES

Mathias ATSATITO
Faculté des Lettres et Sciences Humaines/ Université de Dschang-Cameroun
mathias.atsatito@gmail.com
Trésor FOBASSO GUEDJO
Faculté des Lettres et Sciences Humaines/ Université de Dschang-Cameroun
fobassot@yahoo.fr

Résumé

Au regard de l'engagement politique partisan des autorités traditionnelles, force est de constater que leurs fonctions socioculturelles paraissent peu efficaces. C'est ainsi que les rapports sociaux s'en trouvent fragilisés, de même que le maillage social, du fait de l'émergence de conflits divers. Du coup, les interactions entre les autorités traditionnelles, les populations et les autres acteurs du champ, qui constitue leur territoire de commandement, sont meublées par des relations conflictuelles. Fort de tout ceci, par la mobilisation de la théorie des champs et au moyen d'une enquête exploratoire réalisée auprès des populations et autorités traditionnelles de deuxième et troisième degré, la présente contribution scientifique scrute de près cette réalité afin d'appréhender ses fondements ainsi que les mutations sociales qui en découlent. Dans cette perspective, elle montre que les conflits, ou plus exactement les affrontements entre les populations et entre ces dernières et leurs autorités traditionnelles, font apparaître en trame de fond les questions politiques, notamment l'engagement politique partisan de l'autorité en place. Ces conflits sont liés à une volonté d'affirmation d'un mouvement au détriment d'un autre. Il s'agit de conflits d'ordre politique (en contexte électoral et postélectoral), intergénérationnel et socio-institutionnel. Tout ceci donne à observer, diverses inégalités, notamment en matière d'accès à la chefferie et aux droits sociaux de base.

Mots clés : *autorités traditionnelles, champ politique, engagement politique partisan, inégalités sociales, rapports conflictuels.*

Abstract

In view of the partisan political commitment of the traditional authorities, it is clear that their socio-cultural functions do not seem to be effective. In this way, social relations are weakened, as is the social network, by the emergence of various conflicts. As a result, the interactions between the traditional authorities, the populations and the other actors of the field, which constitutes their command territory, are furnished by conflictual relations. On the strength of all this, by the mobilization of the theory of fields and by an exploratory survey carried out among the traditional populations and authorities of second and

third degree, the present scientific contribution examines this reality in order to understand its foundations and the social changes that result. In this perspective, it shows that the conflicts, or more precisely the clashes between the populations and between the latter and their traditional authorities, reveal in the background political questions, the partisan political commitment of the authority in place. These conflicts are linked to a desire to assert one movement at the expense of another. These are political (electoral and post-electoral), intergenerational and socio-institutional conflicts. All this leads to the deployment of various inequalities, especially in terms of access to the chieftaincy and basic social rights.

Keywords: *traditional authorities, political field, partisan political commitment, social inequalities, conflicting relationships.*

Introduction

Pendant la colonisation et les années qui l'ont suivie, les chefs traditionnels ont été, dans la plupart des cas, mis au service des intérêts des politiciens et mouvements politiques. Et, en ces temps de pluralisme politique, ils se trouvent actuellement dans un processus d'interactions plus fluides avec les responsables politiques, les hauts fonctionnaires et plus encore, avec les partis politiques. En effet, la plupart des autorités traditionnelles font maintenant partie intégrante de la classe politique locale et/ou nationale. Le statut d'auxiliaires de l'administration qui leur est désormais attribué fait d'elles, des acteurs qui entretiennent des relations étroites avec le gouvernement, et bien plus encore, avec les partis politiques. Ceci est davantage lié à la popularité et à la position incontestable dont jouissent ces autorités traditionnelles au sein de leurs communautés respectives. Ainsi, l'on assiste au renforcement de leurs liens avec des personnalités ou simplement les différents partis politiques jouissant d'une bien meilleure représentation sociale à l'échelle locale.

Par ailleurs, dans ce contexte de pluralisme politique désormais caractérisé par la différenciation de l'offre politique, l'engagement politique partisan des autorités traditionnelles nuit au principe de neutralité qui entoure l'exercice de cette fonction. La difficulté naît aujourd'hui de la volonté des politiques (de tout bord ou de toutes chapelles politiques) de s'assurer, de par des moyens parfois clientélistes[1], le soutien des autorités traditionnelles dans un contexte où le champ

[1] Par clientélisme, il faut entendre un rapport de dépendance personnelle non lié à la parenté qui repose sur un échange réciproque de faveurs entre deux personnes ou deux entités. Pour plus d'informations lire MEDARD Jean-François : « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique*, Volume 26 Numéro 1, 1976, p. 103-130 et BOUJU Jacky : « Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali) », Paris, *Autrepart*,Numéro 14, 2000, p. 148- 151.

politique local est marqué par l'existence de nombreux partis politiques. Dans cette perspective, des observations menées dans le Département du Noun montrent l'émergence de conflits et discordes qui sont de plus en plus légion, du fait du pluralisme politique certes, et surtout de la réalité sociale qui consiste pour les autorités traditionnelles bamoun à choisir un bord politique pendant que les populations et élites de leurs communautés optent pour d'autres partis politiques. Ainsi, dans un contexte où les sujets et/ou populations sont dans des partis politiques opposés à celui du chef traditionnel, il est loisible d'y observer des affrontements entre partis politiques ou partisans politiques et leurs effets sur le maintien de l'équilibre social en communautés socio-traditionnelles. Ajouté à cela les querelles de leadership entre les autorités administratives et les autorités traditionnelles occupant des positions politiques notoires à l'échelle locale et/ ou nationale (dans des partis politiques notamment celui au pouvoir, des sociétés publiques, au parlement, etc.).

Face à ce problème, dépassant les travaux qui conçoivent cet engagement politique des autorités traditionnelles comme un mécanisme de maîtrise électorale (Fogui J-P. , Tabapssi F , Mouiche I.), de construction du jeu politique local (Lutz G. et Linder W., 2004 ; Sindjoun L., 1997 ; Alawadi Z., 2015, 2016 et 2017), de dénaturation, mieux encore de folklorisation et de désacralisation (Mambi Tunga-Bau H., 2010 ; Kamto M., 1994 ; Kpwang K. R., 2011 ; Nach Mback C., 2000) de l'environnement social traditionnel, cette étude conçoit ce phénomène comme l'expression d'une mutation de ses institutions dites traditionnelles.

Suivant cette perspective, en ce contexte d'engagement politique partisan des chefs traditionnels, les rapports entre ces derniers et leurs populations respectives s'avèrent aujourd'hui plus complexes qu'autrefois. En fait, ils ne sont pas nécessairement harmonieux, mais aussi conflictuels. Dès lors, la présente contribution scientifique postule que, la vie en société bamoun s'avère concurrentielle, dans un environnement de pluralisme politique où chaque acteur, parti politique, homme politique, élite sociale et autorité traditionnelle cherche constamment à acquérir davantage de représentation politique à travers l'adhésion de leurs populations, engendrant ainsi des inégalités au sein de la population quant à l'accès à certains biens sociaux.

La présente contribution scientifique est une étude essentiellement qualitative reposant sur des données qualitatives collectées dans le

Département du Noun, à travers l'analyse documentaire, les observations et les entretiens semi-structurés. Suivant l'approche des champs (Bourdieu P., 1992), après présentation du contexte (1) et de la méthodologie de l'étude (2), il ressort des données collectées que face au contexte d'engagement politique partisan des autorités traditionnelles, il émerge dans divers villages du Département du Noun un sentiment d'insécurité et une sensibilité accrue liés aux formes de mépris qui traversent la communauté tout entière (3.1.). Ceci est lié à une forme de déchéance sociale et à un repli politique qui dissimulent un ensemble de conflits (3.2.) ; lesquels font resurgir au-devant de la seine une série d'inégalités sociales (3.3). Une discussion des résultats clôture la présente réflexion (4.).

1. Contexte et positionnement épistémologique

C'est le lieu de planter le décor sur le sujet d'étude pour déboucher sur le positionnement théorique de référence.

1.1. Aux origines d'un engagement politique pas comme les autres

Dans une perspective générale, l'avènement de la démocratie dans les années 1990, en Afrique et plus particulièrement au Cameroun a eu, sans doute un impact non négligeable sur la pénétration du champ politique moderne par les autorités traditionnelles. Tout part de l'avènement des libertés démocratiques, suivi du multipartisme, principe de base de la démocratie qui a pour but de favoriser une représentation plus équitable du peuple dans les assemblées où son destin se décide. Cette participation se fait généralement à travers un processus électoral, le but étant de contrôler, au mieux, les actions du pouvoir exécutif. Ainsi, de nombreux acteurs dotés d'une culture politique de participation, deviendront des sympathisants et/ ou des militants de partis politiques. L'ambition des personnes qui s'engagent dans les formations politiques est, semble-t-il, le désir de participer à la prise de décisions, d'influencer les décideurs de l'action gouvernementale et plus encore d'imposer leur vision des choses.

C'est dans ce mouvement que s'inscrit la présence de plus en plus remarquée[2] d'un acteur qui certes était déjà « embarqué » dans le champ politique moderne, mais dont l'influence était atténuée par le monolithisme d'autrefois. Dès lors, ces acteurs d'un genre nouveau: les autorités traditionnelles, trouveront en le multipartisme, un contexte idoine pour marteler leur présence et ainsi, extérioriser leur influence dans un champ politique qui se veut plus complexe, plus agité. Autrefois utilisées pour monopoliser le champ politique, dans ce contexte de pluralisme politique, elles affirment dès lors, leur pleine émancipation et leur désir de pouvoir sinon leur volonté de puissance.

Pendant longtemps, malgré leur éviction du champ politique moderne ou précisément dans l'organisation municipale par l'administration postcoloniale, les chefs traditionnels au Cameroun, au rang desquels ceux bamoun de l'Ouest-Cameroun, se sont timidement intéressés à la sphère politique. Il faut dire que de nos jours, surtout qu'ils sont de plus en plus instruits, beaucoup de chefs traditionnels n'hésitent pas à prendre des cartes de partis ou même à jouer, dans leur parti politique, les rôles majeurs. Bien souvent, ils sont candidats à des élections locales. Ils ont ainsi la possibilité de capitaliser leur force de mobilisation des électeurs lesquels, par la tradition, sont assujettis à leur force morale.

De toute évidence, l'observation de la conduite des autorités traditionnelles, parmi lesquelles celles bamoun de l'Ouest-Cameroun, révèle que ces dernières sont bien loin de garder une quelconque neutralité dans un nouveau jeu politique caractérisé par la pluralité des partis politiques. Perrot C-H. et Fauvelle-Aymar F- X. (1991) parlent de l'émergence du paradigme du « retour des rois ». Celui-ci trouve un terrain fertile dans cette séquence de « rétablissement autoritaire » dont parlait déjà Bayart J- F (1991). Ce faisant, les autorités traditionnelles sont devenues des militants de partis politiques. C'est pourquoi, selon Alawadi Z. (2016), leurs rapports avec la communauté sont désormais influencés par leurs choix politiques.

1.2. Positionnement théorique

La présente étude repose sur la théorie des champs de Bourdieu P. Cette approche théorique appréhende les interactions sociales sous le prisme

[2] Car il est important de préciser que c'était déjà le cas pendant la coloinisation et la période antérieure à 1990. Par ailleurs, ce qui a changé, c'est l'ampleur ou la récrudescence du phénomène.

de la concurrence entre acteurs. Elle postule que « le champ est un espace social où des acteurs sont en concurrence avec d'autres acteurs pour le contrôle des biens rares et ces biens rares sont justement les différentes formes de capital » (Bourdieu P. et Wacquant L., 1992 : 75). Par analogie, le champ politique représente ici un espace de luttes perpétuelles définies par les intérêts des acteurs. Le capital revêt ici diverses formes : culturel (statut socioculturel, titres, compétences, diplômes), social (relation, lien social, statut social, appartenance à un groupe) et symbolique (le pouvoir d'influence sur les masses).

2. Méthodologie de l'étude

Il s'agit d'une étude qualitative basée sur la collecte des données telles que les récits, les perceptions, les sentiments, les émotions etc. Cette démarche se veut déductive. Ainsi, elle a consisté à partir des connaissances, théories et concepts, à émettre des hypothèses qui seront ensuite soumises à l'épreuve des faits.
L'étude prend corps dans le département du Noun. Avec une population évaluée à plus de 434 542 habitants pour une superficie de 7 687 km², ce département couvre 52% de la Région de l'Ouest[3], ce qui permet de garantir un fort taux de représentativité. De même, il est intéressant de constater que dans cette communauté, malgré une unité identitaire, territoriale et cultuelle certaine du peuple bamoun, l'engagement politique partisan des autorités traditionnelles qui y gouvernent, en l'occurrence le soutien qu'elles accordent au RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais) pour certaines d'entre elles et à l'UDC (Union Démocratique du Cameroun) pour d'autres, donne l'image d'un peuple en apparence uni, mais divisé par des questions politiques. Le fait est que, sous l'effet du pluralisme politique, les deux partis politiques dominants dans la localité se disputent le contrôle politique de cette arène politique locale. Ce qui débouche sur des affrontements entre les divers adhérents du camp de l'un ou de l'autre protagoniste, des querelles de leadership, des querelles de personnes, des querelles de préséance dans les cérémonies officielles et l'émergence de projets parallèles[4].

[3] https://www.osidimbea.cm/collectivites/ouest/noun/, consulté le 22/03/2022.
[4] Lieu de prière, centre de santé, radio communautaire, musé, bibliothèque, etc.

L'échantillon de cette étude résulte de la mise en œuvre d'une technique d'échantillonnage à choix raisonné, c'est-à-dire non probabiliste. Un tel choix s'est traduit, sur le terrain, par l'application de certaines règles de sélection des personnes interrogées. Le but était de s'assurer que la répartition des critères descriptifs de l'échantillon retenu soit identique à celle de la population totale étudiée. Ainsi, à l'aide d'un guide d'entretien, des observations et de l'analyse documentaire, les données ont été collectées auprès des autorités traditionnelles de deuxième et troisième degré, des populations locales, des autorités administratives et des élites politiques de divers partis politiques. Le tout pour un échantillon total de 59 sujets enquêtés. Les données ont été analysées grâce au recours à l'analyse de contenu.

3. Résultats : émergence de conflits et d'inégalités

Avant de parvenir aux formes d'inégalités qui désormais gouvernent les rapports sociaux dans le champ politique traditionnel du fait de l'engagement politique partisan des autorités traditionnelles, il convient de tabler un instant sur les phénomènes qui les sous-tendent. Dans cette perspective, les articulations suivantes interrogent les fondements ainsi que les formes d'expression de cette cassure sociale.

3.1. Effet de la duplicité du statut du chef traditionnel sur l'unité sociale

La duplicité vient de l'expression de deux rôles, voire deux attitudes pratiques relevant tour à tour de la fonction d'autorité traditionnelle et celle d'acteur politique. De ce fait, ces autorités traditionnelles bamoun revêtent désormais un visage double vacillant entre un instrument d'épanouissement, mais aussi de frustration, voire d'aliénation. Ainsi, dans le département du Noun, les rapports de sociabilité sont mis à mal par la prégnance des clivages politiques, toute chose qui remet en question l'unité sociale.

3.1.1. Duplicité du statut de l'autorité traditionnelle

Dans un contexte de jumelage de deux casquettes, parce que partagées entre une fonction d'autorité traditionnelle et un statut d'homme politique, les populations bamoun semblent confuses. Ainsi, pour la simple raison qu'elles sont des hommes politiques, au quotidien, les

autorités traditionnelles bamoun sont appelées, soit à entretenir leur électorat, soit à assister aux meetings et autres rencontres politiques. Autant de choses qui les poussent à davantage mettre en avant le statut d'homme politique, laissant délibérément, ou non, la qualité de chef traditionnel. De ce fait, il se crée une barrière, pas nécessairement étanche, entre les autorités traditionnelles et leurs populations, car, ces dernières, ne reconnaissent plus en leurs chefs, « le père rassembleur », « le frère », « l'ami » ou le dirigeant qu'ils incarnaient autrefois. Non pas parce qu'ils ne le sont plus, mais simplement parce que le nouveau statut dont ils jouissent désormais nécessite d'eux de nouvelles attitudes qui conviennent à la stature d'homme politique qu'ils incarnent. On comprend dès lors les inquiétudes de Mountala[5] lorsqu'il affirme :

> *Vous savez, quand vous êtes habitué à quelqu'un et que du jour au lendemain vous ne le côtoyez plus, c'est qu'il y'a problème. Parce que même s'il ne le dit pas, on le voit porter les habits du RDPC quand il y'a un événement politique. C'est comme ça que quand tu venais auprès de lui avec un problème, il t'arrangeait ça comme dit la coutume. Maintenant on te dit, « on va voir ça, est-ce que c'est possible », ou même qu'il va causer avec les gens de son parti pour les problèmes coutumiers. Tout ça mon fils, c'est à cause de la politique. […] Oui parce qu'il est entré en politique.*

Une gouvernance démocratique se veut partager et par la même occasion, suppose l'existence de gouvernants placés au-dessus de la mêlée et animés d'un esprit de neutralité. C'est à cette seule condition que l'esprit de partage ou d'implication de tous sera possible. Cependant, l'engagement politique, plus ou moins volontaire, des chefs traditionnels bamoun dans les partis politiques place leurs chefferies dans une position partisane. Ceci est d'après Mouiche I. (2005 : 5), contraire à cette responsabilité traditionnelle qui est de défendre tous les ressortissants de leur territoire quelle que soit leur chapelle politique. Dès lors, selon lui, ceux des chefs traditionnels qui ne se mettent pas au-dessus des partis politiques font face à de sérieuses difficultés. En effet, leur posture partisane constitue une menace sérieuse pour l'unité et la solidarité de leur communauté. En effet, en tant que symboles de l'unité et garants de

[5] Habitant de Njitout, entretien réalisé le 23/03/2018 à 10h.

la tradition, les autorités traditionnelles partisanes marginalisent une partie de leur population quand ce n'est pas celle-ci qui les marginalise. De ce fait, ces autorités traditionnelles perdent leur autorité et surtout leur crédibilité face à leurs populations.

3.1.2. Vulnérabilité de l'unité sociale

Face à la cohabitation d'une pluralité de mouvements politiques, ajoutée à l'inclination politique du chef traditionnel, il émerge dans divers villages du département du Noun un sentiment d'insécurité et une sensibilité accrue liés aux formes de mépris qui traversent la communauté tout entière. Ceci est lié à une forme de déchéance sociale et à un repli politique. En fait, quand bien-même, en démocratie, il est admis que la compétition électorale n'exclut pas un esprit de communautarisme, dans le département du Noun, il faut croire que les choses se présentent autrement. En effet les questions politiques y apparaissent comme des instruments de division, mieux encore de hiérarchisation sociale.

Dès lors, il se crée au sein de la communauté, supposée être unanime de par l'appartenance ethnique et linguistique, une différenciation liée à l'appartenance politique des uns ou des autres. À cet effet, au sein d'une communauté bien précise, les habitants sont étiquetés de « rdpcistes », « d'upcistes » et dans quelques rares cas de « partisan du SDF », comme le déclare Oumarou[6]. Cette crise de la solidarité en communauté sociale bamoun se rapproche davantage d'une forme d'exclusion. Désormais, il se forme des groupes antagonistes, dont les conflits ne sont pas nécessairement manifestes, mais qui ne sont pas de nature à permettre une pleine éclosion des uns ou des autres. Car cette reconfiguration du paysage sociopolitique a considérablement remodelé la nature des relations entre certaines autorités traditionnelles et une minorité de leur population, ou encore entre les membres d'une même communauté sociale traditionnelle, au point où de simples débats peuvent dégénérer en conflits interpersonnels, surtout lorsqu'ils ont trait aux questions politiques.

Aucun espace social n'en échappe. À titre illustratif, les lieux de prières, de lamentations et de recueillements que représentent les deuils et enterrements deviennent eux aussi des espaces d'exhibition et de

[6] Habitant de Machinka, entretien réalisé le 22/03/2018 à 13h.

propagande politique. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'Aboubakar[7] affirme :

> *Je condamne les hommes religieux qui dans des cérémonies laissent ce qui les interpelle pour faire des propagandes et même certains membres de l'administration municipale qui arrivent dans une cérémonie et demandent à prendre la parole pour venter ce que la Mairie a fait ci, a fait ça. Voilà ce que je condamne alors qu'on s'est entendu avec le chef traditionnel de premier degré que les lieux de deuil c'est un lieu de recueillement. Ce n'est pas un lieu de meeting. Mais beaucoup continuent de dire que la personne qui a disparu militait dans tel parti politique et qu'il est nécessaire qu'on parle de son parti.*

Les conflits, les crises sociopolitiques et dans quelques cas les affrontements entre les populations font apparaître en trame de fond les questions politiques. Dans ce fourre-tout, ceux qui de par leurs attitudes et leurs fonctions sont censés apporter un minimum d'unité et d'espoir font eux-aussi face à un conflit quant à la conjugaison harmonieuse et paisible entre les deux casquettes qu'elles assurent désormais.

3.2. Formes de conflits qui en résultent

Face aux frustrations sus-évoquées, résultent des formes d'inégalité et/ou de conflits qui sont liés à une volonté d'affirmation ou d'imposition d'un mouvement ou idée politique au détriment d'un autre. Cependant, l'intensité de ces conflits varie selon les périodes électorales considérées.

3.2.1. En période électorale

En période électorale, deux conflits politiques majeurs prennent corps. Il s'agit d'abord du conflit entre autorités traditionnelles, politiquement engagées, et leurs populations respectives. Il convient ici de préciser que ce conflit politique n'implique pas toute la population, mais essentiellement la partie de celle-ci qui ne partage pas un même parti politique avec leur autorité traditionnelle. Ceci suppose au préalable, que

[7] Autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 20/03/ 2018 à 13h.

le chef traditionnel ait donné une couleur politique à sa chefferie ou simplement qu'il ait affiché publiquement son appartenance politique. En fait, dans le département du Noun, toutes ou presque toutes les autorités traditionnelles appartiennent à un parti politique. Toutefois, certaines d'entre elles se gardent de l'afficher publiquement, car elles sont conscientes de l'effet de cet affichage, sur la gestion de la collectivité dont elles ont la charge. C'est certainement ce qui explique le fait qu'au cours des entretiens, elles estiment dans un premier moment ne pas appartenir à un parti politique, et qu'après des échanges cordiaux et une garantie d'anonymat, elles reviennent sur leurs paroles et avouent leur appartenance politique.

Ce conflit ne s'est pas encore montré manifeste. En fait il se réduit à des agressions verbales et procédurales. Pour ce qui est des agressions verbales, elles prennent la forme d'offenses, d'expressions outrageantes et d'expression à portée nuisible. Autrement dit, il s'agit d'actes d'intimidation consciente consistant à inspirer chez une tierce personne la crainte d'un mal projeté contre sa personne, ses proches ou ses biens. Elles ont généralement lieu pendant des grandes rencontres telles que : la grande réunion annuelle du quartier Manga 1 ; les mobilisations au sein des chefferies traditionnelles ; le lancement de la campagne politique de l'UDC, le 13 septembre 2013, du RDPC, le 14 septembre 2013 ; pendant l'enterrement de la mère du chef de Djiloum, le 25 juin 2016, etc.

Quant aux agressions procédurales, elles se manifestent en termes de boycott des activités ou initiatives entreprises par le chef traditionnel. Ceci s'applique, tant dans le cadre des activités de mobilisation que de la résolution des crises ou même des séances d'hygiène et de salubrité publiques. C'est dans le même sillage que Seidou[8] affirme : « Parfois quand j'appelle les populations afin de nettoyer les routes, une partie me voit et dit que ce sont les choses du RDPC, comme ça ils ne viennent pas ». C'est un discours contradictoire et déstabilisateur du lien social, que connaît également Abdoulaye[9] dans l'administration de sa communauté. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il estime :

[8] Autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 31/03/2018 à 14h 26.
[9] Autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 22/03/2018 à 15h 23.

Quand on fait une campagne, il y a des contre campagnes. Par exemple, dernièrement il y a 3 ou 4 mois le sous-préfet était en train de faire sa tournée de prise de contact puisque il venait d'arriver. je te dis bien qu'on a mené une campagne pour sensibiliser les gens quant-à leur présence lors de cet événement de la tournée du sous-préfet. Il y a encore eu des contre campagnes. C'est-à-dire des gens qui disaient que personne ne doit mettre ses pieds là-bas parce que déjà il conteste l'autorité du chef traditionnel. Ils disent qu' « il n'est pas notre chef parce qu'il n'est pas du même parti politique que nous ». Parce qu'ils disent que le chef est d'abord du RDPC parce que quand tu n'es pas de l'UDC et que tu es du RDPC, alors tout le monde ne sera pas avec toi.

Cette attitude marginale n'est pas de nature à faciliter une meilleure gestion de la communauté. En effet, même si ce n'est qu'une infime tranche de la population qui manifeste ce type de comportement, source de conflits politiques, il n'en demeure pas moins qu'elle fait partie intégrante de la population. Ainsi, dans un tel contexte, il reste difficile de parler d'un développement inclusif. La communauté n'est plus homogène, mais partagée par des déchirures politiques. C'est certainement ce qui explique la difficulté qu'éprouve Seidou[10], lorsqu'il affirme :

[…] là n'est pas facile être dans le RDPC et avoir ce trône là. C'est un peu difficile. Ils (les populations) écrivent partout parce qu'ils voient que je suis dans le RDPC. Pour me déstabiliser. Vous voyez ceux qui sont dans les autres partis politiques, écrivent celui-ci a fait ci, a fait ça. Si je me mets même à vous montrer beaucoup de lettres qu'ils écrivent aux autorités.

Le développement inclusif est-il vraiment réalisable dans ces conditions ? Est-il possible de subsumer toutes les aspirations d'une population et ainsi de les réaliser entièrement ? Quoi qu'il en soit, quelles que soient les

[10] Autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 31/ 03/ 2018 à 14h26.

perspectives envisagées, celles-ci ne trouveront pas satisfaction auprès de toute la population. Dès lors, seuls les désirs de la majorité peuvent espérer prospérer. D'ailleurs, en matière de développement, c'est davantage l'approche participative qui est mise en avant. Par approches participatives, il faut entendre tout arrangement par lequel des acteurs ou les parties-prenantes sont réunis dans le but de contribuer, de manière plus ou moins directe et plus ou moins formelle, au processus de prise de décision.

D'un autre côté, le second type de conflit politique prend corps entre les populations. Il se veut plus manifeste car, s'extériorise par des affrontements qui ont d'ailleurs, lors de nombreuses circonstances, causé des dommages considérables autant sur le plan matériel qu'humain. De nombreux éléments sont à l'origine de ce conflit politique. Il s'agit en l'occurrence des faiblesses dans la gestion des élections et dans les règles en vue d'une compétition politique saine, la contestation des résultats et plus encore la difficulté d'acception du verdict des urnes. Le fait est que, de l'avis d'une fraction en présence, les résultats annoncés dans leur circonscription électorale ou leur bureau de vote ne reflètent pas les faits observés. À titre illustratif, Abdel[11] affirme :

> *Le problème c'est que les résultats sont loin de refléter vraiment le libre choix des populations. Parce que lors des dernières élections il y avait trois bureaux de vote dans ce village et presque tout le monde avait voté l'UDC parce qu'on veut le changement, mais à la fin on nous dit que c'est le RDPC qui a gagné. Ça a dépassé tout le monde.*

Jog M. (2022) quant à lui, explique ce phénomène par l'action des partisans de la fraude qui, tout étant pris dans les grilles de la biométrie, ont fait preuve d'une ingénieuse réflexion pour contourner les barrières en multipliant au passage de manière ostentatoire quelques comportements répréhensibles pendant et après le scrutin. Par ailleurs, même si les élections au Cameroun font toujours l'objet de contestations au regard des cas d'irrégularités et fraudes qui seraient constatées çà et là, il n'en demeure pas moins que pour l'UDC ou simplement l'opposition, le recours à la contestation est et demeure une arme dont elle use et abuse

[11] Habitant de Manka, entretien réalisé le 18/03/2018 à 16h.

quotidiennement dans l'espoir d'extérioriser leur mécontentement. En fait, les perdants aux élections invoquent toujours la manipulation intentionnelle des processus démocratiques et électoraux pour justifier des appels à la manifestation, à la contestation, à la désobéissance civile et plus encore à la violence. Tout ceci pour dire que dans le département du Noun, au lendemain des élections, l'équilibre social est encore déstabilisé par les revendications politiques.

3.2.2. En contexte postélectoral

Une fois les échéances électorales passées, les conflits perdurent dans le quotidien des populations. Ainsi, le seul élément, qui dans ce contexte nouveau prend fin est l'exercice de la violence manifeste. En effet, l'intensité de la violence est ici atténuée. Elle prend donc la forme d'une violence symbolique, perceptible de la manière la plus simple dans le regard. Celui-ci sait se faire pesant, menaçant. En fait, si la violence physique n'est plus de mise, la violence symbolique est tout autant efficace dans la mesure où elle est subtile et invisible. Le fait est qu'elle paraît plus pernicieuse et plus durable que la violence physique car initialement portée par les partisans d'un parti politique sorti vaincu à une élection, elle s'est progressivement propagée à l'ensemble des populations de nombreux villages, notamment Njidam, Manga 2, Madounka, Njinbot 2, Machinka, Njibam 2, Manka, etc. Du coup, cette violence symbolique réussit à faire passer une construction idéologique résultant du mécontentement d'une minorité pour une vérité universelle en diffusant une forme d'ignorance chez les populations environnantes. Toutes liées à l'engagement politique partisan de l'autorité traditionnelle en place, ces constructions idéologiques prennent la forme de soupçons et rumeurs adossant la défaite du parti politique déchu au soutien accordé par l'autorité traditionnelle au camp politique d'en face. Ainsi, dans la difficile acceptation du verdict des urnes, ce qui était au préalable des rumeurs et soupçons paraît sur le coup une vérité aux yeux des perdants. C'est ainsi qu'elle se propage à l'ensemble des populations concernées tout en générant, autant à l'égard des autorités traditionnelles concernées qu'à l'égard des populations relevant du même parti politique, une réaction proprement sociale. De ce fait, dès lors qu'un acteur affiche sa couleur politique, il ne peut échapper aux regards non pas envieux, mais ravageurs que lui jettent les partisans du parti politique adverse. C'est d'ailleurs ce qu'estime Youssouffa en ces termes :

On n'a pas appris aux gens à faire la part des choses dans un contexte de pluralisme politique parce que devine, il suffit que je porte un t-shirt avec l'emblème du RDPC, pour que je me fasse déshabiller en plein centre urbain. Comment pouvez-vous imaginer cela ? « Oh enlève ça », dira t- on, ou ce n'est même pas toi qui enlève le t-shirt, on va te le déchirer, on le brûle là. Quelle que soit la tenue du parti que tu portes on le fera.

3.2.3. Conflit intergénérationnel

Dans les sociétés où la tradition est restée assez forte, comme chez les Bamoun, des relations de complicité entre le dépositaire de la tradition et le pouvoir légal ont conduit à fragiliser quelque peu l'autorité du sultan, au nom de la liberté d'opinions et de l'appartenance politique (Bios Nelem C., 2018 : 1). Du coup, force est de constater la fragilité des liens de filiation du fait de la prédominance des appartenances politiques. C'est ainsi que, une fois l'UDC créée, les revendications familiales ont trouvé dans le champ politique un moyen idéal d'expression. De ce fait, les deux branches familiales, les plus importantes du département du Noun tiennent les populations en haleine dans une course où tous les coups sont permis. La vie politique y est biphasée parce que structurée autour d'actions politiques contraires mettant en jeu celles du RDPC, formation politique bénéficiant d'un soutien hiérarchique et naturel des autorités traditionnelles et celles de l'UDC, principale formation d'opposition jouissant aujourd'hui d'une relative assise politique. Cela s'applique, tant dans les meetings que dans les cérémonies officielles, les rencontres et les protestations civiques ou la réalisation de projets de développement. La conséquence observable sur le terrain est l'existence de chantiers alternatifs et surtout la politisation des ouvrages de développement.

De ce fait, les populations, ainsi que leurs autorités traditionnelles, vivent dans un espace bicéphale ne proposant que deux éléments possibles de choix. Non pas pour dire que dans le département du Noun il existe exclusivement deux partis politiques, mais deux options, en vertu de la prégnance de la dérive fratricide dans le comportement politique. Ces conflits d'égo entre la branche de l`UDC et le sultanat des Bamoun débouchent sur une division qui semble, à première vue, ne profiter à

personne si ce n'est aux deux protagonistes. Dans cette lutte d'égo sociopolitique, le lien de filiation est fragilisé par « une perception différente du rapport à l'autre, le frère, le parent ou le chef de famille, construite sur la base de l'appartenance, de fait ou imaginaire, de l'autre à l'une des deux grandes tendances politiques présentes dans la localité » (Bios Nelem C., 2018 : 1).

Le fait est que les Bamoun dans leur majorité ont porté leur choix politique sur l`UDC dans l`espoir qu`elle apporte des solutions aux problèmes que connaît le département, et galvanisés par le désir d'une part de voir l'un des leurs porté à la magistrature suprême et d'autre part par la promesse, faite par Adamou DAM NJOYA, le président de l'UDC, aujourd'hui décédé, de faire de l'arrondissement de Foumban une ville phare et moderne. Aussi, les mêmes populations vouent un attachement indéfectible à leurs valeurs religieuses et traditionnelles et donc au respect de l`autorité du sultan, roi des Bamoun. Par conséquent, en se liguant de manière frontale, ces deux personnalités sociopolitiques tiennent les populations en haleine dans un conflit où chacun est bien forcé de prendre parti.

3.2.4. Crise de leadership entre autorités administratives et autorités traditionnelles

Bien qu'aujourd'hui, les autorités traditionnelles bamoun, tout comme d'ailleurs toutes les autorités traditionnelles du Cameroun, arborent le statut d'auxiliaires de l'administration, il est intéressant de constater que le capital politique acquis à travers leur engagement politique transforme la nature des rapports entre elles et les autorités administratives. Ainsi, en dépit des transformations sociales, institutionnelles et socio structurelles subies, cet ancrage politique de certaines autorités traditionnelles bamoun dans le champ politique national et/ou local, leur permet de jouir de moult influences sur les communautés locales certes, mais aussi sur le pouvoir moderne.

En effet, si le Décret de 1977 confère aux autorités traditionnelles le statut d'auxiliaires d'administration chargés qu'ils sont désormais de véhiculer l'idéologie de l'État-nation en construction et d'inciter leurs sujets à l'acquisition de la citoyenneté de l'État du Cameroun (Alawadi Z., 2017 : 356), il ne parviendra cependant pas à taire toute velléité de résistance du pouvoir traditionnel. C'est dans cette mouvance que l'apparente conformité des autorités traditionnelles bamoun à certaines

règles régissant leur interaction avec l'autorité administrative, à l'instar de la collaboration de ces autorités traditionnelles avec les institutions déconcentrées de l'État, est loin d'être une preuve de leur soumission à l'autorité de l'État.

En fait, dans un esprit de résilience sans capitulation, il s'agit aussi d'une stratégie visant à produire l'illusion d'une appropriation partisane et effective des canons républicains de gouvernance et d'intégration nationale. Le fait est que, après avoir lutté historiquement contre l'oppression coloniale, l'État colonial et postcolonial en vain dans le dessein de survivre et d'imposer leur hégémonie à un monde qui se veut de plus en plus civilisateur et républicain, la seule stratégie qui reste aux autorités traditionnelles c'est d'adopter une attitude de résignation stratégique. Il s'agit en quelque sorte d'une attitude comparable à celle d'un oiseau en cage attendant avec persévérance le moment idoine pour crocheter le cadenas et s'en aller.

De ce fait, comme le précise Demanou R. (2018 : 322), les autorités traditionnelles sont de faux alliés qui à l'image d'un ver dans un fruit, peuvent profiter des apparences pour miner le champ politique moderne de l'intérieur et en toute sécurité. C'est d'ailleurs ce que Fogui J-P. (1990 : 265-270) nomme par la parabole du « loup dans la bergerie ». Car selon lui, en intégrant dans son parti politique ses adversaires d'autrefois, Ahmadou AHIDJO réalisait certes un pari pour l'unité et l'intégration politique au Cameroun, mais prenait en même temps un grand risque en ce sens que certains adversaires d'autrefois et alliés d'aujourd'hui pouvaient l'être en apparence et jouer un double jeu en attendant le moment opportun afin de s'emparer du pouvoir. Tout ceci explique allègrement les nombreuses querelles de pouvoir et de préséance qui s'observent constamment entre cette catégorie d'autorités traditionnelles et les autorités administratives.

Tous les conflits ci-dessus constatés donnent lieu à diverses formes d'inégalités.

3.3. Émergence des inégalités

Au regard des analyses ci-dessus réalisées, les chefs traditionnels représentent désormais ce qu'il est convenu d'appeler des grands électeurs. La raison en est que leur appel peut drainer des voix au profit d'un parti politique quelconque. Ainsi, se crée un antagonisme entre un chef traditionnel qui, par vocation, devrait être rassembleur et une

politique moderne qui par essence se veut fractionniste. Le fait est que, les constructions socioculturelles bamoun font de leurs autorités traditionnelles des « rassembleurs »[12] qui sont habités par le désir de « […] réunir et d'organiser des activités autour desquelles [les populations] doivent toujours être en parfaite harmonie »[13]. Ce qui implique de briller au quotidien par le bon exemple et surtout éviter les postures partisanes qui pourraient éventuellement engendrer les exclusions. Or face à l'engagement politique partisan de ces derniers, leurs fonctions sociales paraissent peu efficaces. C'est ainsi que les liens sociaux s'en trouvent fragilisés par l'émergence de diverses formes d'inégalités sociales.

3.3.1. Inégal accès à la chefferie

La chefferie traditionnelle est la pierre angulaire des sociétés traditionnelles africaines en général et camerounaises en particulier. Ce rôle fait d'elle et de son chef des références et un modèle par sa manière d'être, de vivre, d'agir et de nouer les liens avec l'ensemble de sa communauté. Cette posture est liée à une dynamique contextuelle propre aux habitus socioculturels : celle de la sacralité de la figure même du chef comme personnage, comme homme-symbole et comme carrefour d'échange vital entre les diverses sphères existentielles qui se rencontrent et communiquent en lui. Suivant cette logique, la chefferie traditionnelle devrait être l'épicentre de la communauté. Or, dans ce contexte d'engagement politique partisan des autorités traditionnelles qui y gouvernent, il s'observe un recours préférentiel et un accès inégal à cette structure. C'est précisément ce qui ressort de ces propos de Seidou[14] :

[12] Abdoulaye, autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 22/ 03/ 2018 à 15h26.
[13] Yaya, autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 23/03/2018 à 7h 06.
[14] Autorité traditionnelle de troisième degré, entretien réalisé le 31/03/2018 à 14h 26.

Même s'il faut reconnaitre que les divergences d'opinions rendent une société plus dynamique, il faut aussi reconnaitre que les gens ne connaissent pas faire la différence entre les choses de la politique et les choses de la famille. Même si dans ma chefferie cela ne se ressent pas trop, vous pouvez voir que chez les autres chefs, on dirait que la chefferie appartient à certains. Tout ça fait que le chef n'est plus trop respecté et la chefferie reste finalement l'affaire de certains. Voilà les situations qui repoussent les populations. Après, quand ils ont les problèmes, ils ne viennent plus vers le chef.

Il faut donc comprendre qu'en tant que symbole de pouvoir et structure d'arbitrage des conflits, la représentation sociale de la chefferie est affectée du fait du militantisme politique de son leader. En effet, en donnant une couleur politique à la chefferie, le chef parvient à la destruction des passerelles ou du cordon social en ce sens que ses choix et décisions paraissent questionnables dès lors qu'il partage, avec l'un des protagonistes, le même parti politique. C'est dans ce sens que les expressions comme : *« on a le pouvoir »*, *« la chefferie c'est pour nous »*, *« tu peux nous faire quoi »*, etc. sont de plus en plus employées par les partisans du même bord politique que le chef ; le but étant de marteler leur intouchabilité au regard de l'emprise certaine qu'ils ont sur une chefferie supposée être neutre. La chefferie est donc embastillée par une minorité au détriment de l'ensemble des populations qui peuplent l'aire de commandement.

3.3.2. Inégale accès aux droits sociaux de base

Corollaire de la précédente inégalité, par droits sociaux de base, il faut ici entendre deux éléments essentiels, notamment la reconnaissance et l'accès à l'information. Il s'agit d'instrument de disparité entre les populations (et dans quelque rare cas entre les autorités traditionnelles et les populations) du fait des différences en matière de chapelle politique. Le premier est l'expression manifeste d'une volonté de marteler sa présence et une ferme volonté de se faire reconnaître comme membre de la communauté, malgré les différences politiques. Par ce processus, l'individu se sent plus en sécurité et parvient plus aisément à la

constitution de son identité sociale à travers la justification de sa place et de sa fonction au sein de l'organisme social.
Par ailleurs, les observations tendent à démontrer qu'en s'installant dans un espace majoritairement dominé par sa couleur politique, le processus d'intégration sociale de l'individu est plus aisé en raison de l'assistance, l'accompagnement et le cadre convivial dont il bénéficie. Ceci semble s'appliquer à tous les niveaux et à tous. C'est ce qui justifie ces propos d'Abakar[15],

> *Il y a des situations réelles […] où même le monarque qu'on connait est obligé de le soutenir. Quand il dit qu'il est avec tel ou tel au pouvoir nous devons le soutenir et puis le fait de le soutenir ça profite toujours, ça laisse quand même une paix puisque l'opposition qui est là à montrer ses limites. Tu vois donc que quand tu fais comme ça tu ne peux pas être en paix comment ? Puisque tu fais comme ta hiérarchie, on te reconnaît aussi, tu es accepté et tu n'as pas de problèmes avec personne. On te respecte même.*

Ce n'est pas forcément le cas d'un acteur venant de l'autre bord politique. Cette même réalité influence le processus de production et de circulation des informations telles que la tournée de prise de contact de l'autorité administrative, les séances de nettoyage, les campagnes de distribution des moustiquaires, l'organisation de comités de défenses, etc. En effet, selon l'adéquation ou non de la couleur politique d'un acteur avec celle de l'autorité traditionnelle en charge, et/ou selon qu'un individu affectionne ou pas son engagement politique partisan, celui-ci accèdera à l'information de qualité à temps ou pas. Par ailleurs, il est tout aussi important de préciser que cette inadéquation donne très souvent lieu à des formes de dissidences.

4. Discussion

Les résultats sus-évoqués s'inscrivent dans la continuité du travail déjà envisagé par Bios Nelem C. (2018) et Demanou R. (2018). En fait, en plus de situer le pouvoir traditionnel bamoun dans un contexte de « modernité politique », ces auteurs montrent l'existence d'une crise de

[15] Autorité traditionnelle de deuxième degré, entretien réalisé le 20/03/2018 à 13h

l'altérité entre des « frères ». Ainsi, au-delà de cet aspect non négligeable, la présente étude part de la duplicité du statut des autorités traditionnelles du fait de leur engagement politique partisan pour identifier tour à tour les conflits et inégalités qui en découlent.
Fort de ces résultats, il ne serait guère exagéré de dire que les populations voient d'un mauvais œil l'engagement politique partisan de leurs autorités traditionnelles. Dans cette perspective, le territoire bamoun, champ constitué au terme de luttes acharnées menées par les différents monarques, un bloc social rattaché par une langue, une histoire et des valeurs socioculturelles communes, est aujourd'hui menacé d'éclatement en raison des opinions politiques diverses. Mais, il serait réducteur de parvenir à une telle conclusion sans analyser au préalable l'apport et la contribution des mécanismes de contrôle social, ce qui dépasse largement l'ambition de cet article.

Conclusion

En somme, cette analyse offre des grilles d'appréciation de l'impact de l'engagement politique partisan des autorités traditionnelles. Il s'agit précisément de la modification du rapport à l'autre en raison de la duplicité du statut d'autorité traditionnelle ; toute chose qui donne lieu à l'émergence de nombreux conflits et inégalités. Cependant, quand bien même ces conflits et inégalités semblent parfois exacerbés, il n'en demeure pas moins que leur issue n'est pas pour autant fatale pour les communautés sociales traditionnelles. Le fait est que, très souvent ils sont absorbés par les mécanismes de contrôle social, lorsqu'ils ne génèrent pas une forme de bipolarisation partageant le département du Noun entre les partisans du RDPC et ceux de l'UDC. Ce qui engendre une crise des canaux usuels de gouvernance locale.

Bibliographie

Alawadi Zelao (2015), « Pouvoirs traditionnels, illusion de neutralité et engagement politique au Cameroun », *Société civile et engagement politique au Cameroun*. Yaoundé, SAMORY, pp. 37-70.
Alawadi Zelao (2017), « Autorités traditionnelles et désir d'hégémonie dans le champ politique au Nord-Cameroun », Bucharest, *Romain political science review*, Vol. XVII, n° 2, pp. 355-378.

Alawadi Zelao (2016), *Démocratisation au Cameroun. Scène, arène, règles et acteurs*, Paris, L'harmattan.
Bios Nelem Christian (2018), « Le pouvoir traditionnel en contexte pluraliste au Cameroun : la déconstruction des liens familiaux entre « frères » Bamoun à partir des clivages politiques », *SociologieS*, n° 8023, pp. 1-13.
Bouju Jacky (2000), « Clientélisme, corruption et gouvernance locale à Mopti (Mali) », Paris, *Autrepart*, Numéro 14, p. 148- 151.
Bayart Jean-François (1991), « Problématique de la démocratie en Afrique noire : La baule et puis après », *Politique africaine*, n°43.
Bourdieu Pierre et Wacquant Loïc (1992), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, seuil.
Crozier Michel et Friedberg Erhard (1977), *L'acteur et le système, Les contraintes de l'action collective*, Paris, Éditions du Seuil,
Demanou Robert (2018), « Les pouvoirs traditionnels monarchiques face à la décentralisation au Cameroun : logiques et stratégies d'acteurs dans les arènes politiques locales du Royaume bamoun (Ouest-Cameroun) », Thèse de doctorat Ph. D. en sciences sociales, Yaoundé, Université catholique d'Afrique centrale.
Fogui Jean-Pierre (1990), *L'intégration politique au Cameroun. Une analyse centre périphérique*, Paris, LGDJ.
Fopoussi Fotso Evariste (1991), *Faut-il brûler les chefferies traditionnelles*, Yaoundé, Sopecam.
Jog Mathieu Natanaél, « Cameroun- Résultats-Municipales 2013 : Razzia du RDPC, retour de l'UDC et émergence du MRC et de l'UMS », Aurore Plus, Yaoundé, 4 octobre 2013, in http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-resultats-municipales-2013-razzia-du-rdpc-retour-de-lupc-et-emergence-du-202191.html, consulté le 14/ 03/ 2022.
Kamto Maurice (1994), « Les rapports Etats-sociétés civiles en Afrique », *Revue Juridique et Politique Indépendance et Coopération* (RJPIC).
Lutz Georg et Linder Wolf (2004), *Structures traditionnelles dans la gouvernance locale pour le développement local*. Suisse, Berne.
Mambi Tunga-Bau Héritier (2010), *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'Etat en République Démocratique du Congo : Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, Mediaspaul.
Medard Jean-François (1976), « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique*, Volume 26, Numéro 1, pp. 103-130.

Mouiche Ibrahim (2005), « Autorités traditionnelles, multipartisme et gouvernance démocratique au Cameroun ». *Afrique et Développement*, Vol. XXX, No. 4, pp. 1- 29.

Mouiche Ibrahim (2012), *Démocratisation et intégration sociopolitique des minorités ethniques : entre dogmatisme du principe majoritaire et centralité des partis politiques*, Dakar, CODESRIA.

Nach Mback Charles (2000), « La chefferie traditionnelle au Cameroun : ambiguïtés juridiques et dérives politiques », Africa Developpement, vol. XXV, Nos 3 & 4.

Sindjoun Luc (1997), « Elections et Politique au Cameroun : Concurrence Déloyale, Coalitions de stabilité Hégémonique et Politique d'Affection ». *Politique Africaine*, Vol. 2 No. 1, pp. 89-121.

Perrot Claude-Hélène et Fauvelle-Aymar François-Xavier (2003), *Le retour des rois, les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.